

ARRETÉ DU MAIRE N° 2024.076

AUTORISANT L'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC A L'OCCASION DE LA VOGUE ANNUELLE PLACE DES ANCIENS COMBATTANTS

Le Maire de la commune de MACLAS,

Vu le Code de la route, notamment son article L411-1,

Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2211-1, L.2121-29, L.2212-1, L.2212-2, L.2213 relatif à la police et à la sécurité publique,

Vu l'article R116-2 3 du code de la voirie routière

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions modifiée et complétée par les lois du 22 juillet 1982 et du 7 janvier 1983,

Vu l'article L.442-8 du code du commerce concernant la vente ambulante sur la voie publique,

Considérant que pour maintenir une bonne gestion du domaine public, il convient d'en préciser les conditions d'occupation et de déterminer les réglementations le concernant,

Attendu qu'il est nécessaire d'assurer la sécurité publique à l'occasion de la vogue annuelle,

Arrête

Article 1^{er}

A l'occasion de la vogue annuelle, une autorisation d'occupation temporaire du domaine public est accordée du jeudi 5 septembre 2024 à 14h00 au mardi 10 septembre 2024 à 8h00 à l'association des conscrits classe 2005 pour installer une buvette et des équipements pour l'organisation de la vogue.

Espaces publics réservés à la vogue annuelle du jeudi 5 septembre 2024 à 14h00 au mardi 10 septembre 2024 à 8h00 :

- Place des anciens combattants

Article 2

Le stationnement est interdit sur la place des Anciens Combattants du mercredi 4 septembre 2024 au mercredi 11 septembre 2024 inclus.

Article 3

Le présent arrêté sera adressé à :

- Madame la Préfète de la Loire
- Madame la chef du STD Forez-Pilat5 Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de PÉLUSSIN,
- SDIS 42,
- L'association des conscrits classe 2005

Le Maire, Hervé BLANC

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à Maclas, le 16 juillet 2024



Certifié exécutoire compte tenu de la transmission en préfecture et de l'affichage le 16/07/2024

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lyon dans un délai deux mois.